

Budget : appel des P-DG d'ONR et de Guillaume Gellé à maintenir l'investissement dans l'ESR en 2025

News Tank Éducation & Recherche -
Paris - Actualité n°335596 - Publié le 30/08/2024 à 15:20

Imprimé par Xavier Teissedre - abonné #13929 - le 05/09/2024 à 16:18



© News Tank



Écoutez la synthèse

00:00

00:00  

« Les lettres plafond adressées à tous les ministères ont marqué les esprits, j'espère que ce n'est pas complètement fait et qu'on ne part pas en 2025 sur une reconduction de nos budgets 2024, ce serait une erreur », déclare [Philippe Mauguin](#), P-DG d'Inrae (Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement), lors de la table-ronde d'ouverture du colloque du réseau des VP (Vice-président(e)) recherche et valorisation, le 27/08/2024.

La nécessité de maintenir la trajectoire de la LPR (Loi de programmation de la recherche pour les années 2021 à 2030 et portant diverses dispositions relatives à la recherche et à l'enseignement supérieur) « est un message que nous pouvons porter ensemble s'il est partagé, tout en étant dans un principe de responsabilité si des économies doivent être faites sur certains sujets », estime-t-il.

« Il ne faut sûrement pas attendre de miracle sur le plan des financements. Nous devons regarder comment ceux-ci peuvent être fléchés sur les points les plus stratégiques pour faire avancer nos universités et les politiques de recherche nationales », indique [Guillaume Gellé](#), président de France Universités.

« Arrêtons de nous regarder le nombril, montrons à l'extérieur qu'on est partenaires et solidaires — ce qui est le cas en pratique —, sachons traiter nos petits différents en interne, mettons en avant nos succès collectifs et allons convaincre le Gouvernement qu'il faut plus de moyens », déclare [Antoine Petit](#), P-DG du CNRS (Centre national de la recherche scientifique).

Pour [Bruno Sportisse](#), P-DG d'Inria (Institut national de recherche en informatique et en automatique), « nous n'avons

pas le choix, si nous voulons répondre présents pour le pays, que de jouer collectif, pour de l'impact » avec des stratégies partagées de long terme et de l'opérationnel partagé. « Cela nécessite de renforcer les dynamiques de confiance. »

« Bien que nous ayons traversé au cours des dernières décennies beaucoup de transformations, de réformes à géométrie variable, je ne sais pas si c'est consécutif mais nous avons pris beaucoup de retard sur l'objectif de 3 % du P.I.B. (Produit intérieur brut) » investis dans la R&D (Recherche et développement), rappelle [Valérie Verdier](#).

« Ce qui a été engagé peut être poursuivi sans portage interministériel ou ministériel » (Guillaume Gellé)

« Suite au rapport Gillet, aux expérimentations lancées par la ministre Sylvie Retailleau, nous avons bien avancé depuis 12 mois », estime Guillaume Gellé.

« Nous travaillons plus en confiance et en transparence. Il y a toujours des désaccords, mais le débat s'est enrichi et il faut préserver cet état d'esprit. C'est la condition pour franchir un cap et aller davantage vers une équipe France de la R&I (Recherche et innovation) dans une compétition européenne et internationale de plus en plus importante.

Évidemment, c'est mieux avec un portage ministériel fort, mais ce qui a été engagé peut être poursuivi sans portage interministériel ou ministériel. Cela relève de notre volonté de faire avancer les dossiers. C'est peut être la que nous avons la plus forte valeur ajoutée : notre capacité à porter ensemble les sujets stratégiques qui nous paraissent les plus importants. »

Viser une loi de finances rectificative

Interrogé sur les moyens de convaincre Bercy de renforcer les moyens de l'ESR (Enseignement supérieur et recherche), Guillaume Gellé propose une « gestion moins prudentielle » des établissements, alors que la publication d'un décret financier relatif aux universités est attendue.

« Avec ce nouveau décret, nous pourrions choisir de nous mettre en déficit pendant un ou deux ans dans le cadre d'une trajectoire qui nous ramène à l'équilibre. »

Il suggère d'utiliser ces fonds pour « investir, notamment dans les petites et moyennes infrastructures de recherche (de l'ordre de 1 à 10 M€) » qui sont source d'attractivité sur les sites, mais sont difficiles à financer par des programmes externes. « C'est aussi en montrant cette capacité à faire, qu'on pourra amener l'État à continuer d'investir. »

Il avertit toutefois sur le risque de bascule de fonds au sein de la Mires (Mission interministérielle recherche et enseignement supérieur) vers le programme 172 (Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires) au détriment du programme 150 qui finance les universités, sachant que selon lui une trentaine d'universités sont en déficit en 2024, contre 20 en 2023.

« 2025 est une année à risque, avec les lettres plafonds, mais la marge financière attendue sur la LPR était extrêmement forte avec 1,4 Md€ sur le programme 172, 800 M€ sur le 150. Cette marche est surtout liée à l'indemnitaire, les marges de manœuvre sont assez étroites sur le reste du fonctionnement. Il nous faut des arguments pour, sur une loi de finances rectificative, convaincre d'investir plus au service de notre pays, et ce n'est pas que la recherche, mais aussi nos étudiants. »

Il estime que l'accord sur les carrières avec les syndicats, signé en marge de la LPR, ne pourra pas être modifié, même si certains de ses éléments n'ont pas été respectés en 2024.

Le message de Guillaume Gellé aux Universités

Guillaume Gellé adresse un message aux universités : « Quand on parle de simplification, il ne faut pas regarder uniquement à côté de nous, mais aussi dans nos établissements la complexité qu'on amène parfois. »

Par ailleurs, concernant la notion d'université cheffe de file, « ce point s'applique à tous les établissements et pas uniquement les universités intégrées dans l'expérimentation ». L'assemblée générale de rentrée de France Universités qui a lieu à Poitiers le 29/08/2024 « visera à faire prendre conscience à chaque président et présidente d'université du rôle important qu'ils ont à jouer avec leurs équipes présidentielles dans ce cadre ».

Selon lui, « les PUI sont le meilleur exemple de ce que peuvent être les universités cheffes de file pour construire une politique d'innovation, inspirons nous en pour d'autres sujets ».

« Pas le moment de "désarmer" les investissements sur la recherche » (Philippe Mauguin)

Pour Philippe Mauguin, il ne faut pas oublier, malgré les **JOP (Jeux olympiques et paralympiques)** et la crise institutionnelle politique, les sujets urgents sur lesquelles « la recherche est très attendue » que sont « les **ODD (objectifs de développement durable)** 2030 que nous n'atteindrons pas, le dépassement des limites planétaires, la crise alimentaire qui revient, les conflits sociaux autour de la transition écologique avec la crise agricole en France et en Europe début 2024 qui n'est pas complètement réglée ».

Or, dans les domaines d'Inrae, « la position de l'**UE (Union européenne)** et de la France est plutôt en petit décrochage », face aux pays qui « continuent d'investir massivement dans la recherche », notamment la Chine, mais aussi aux États-Unis « qui reviennent dans la course ».

« Ce n'est pas moment de "désarmer" — même si je n'aime pas ce terme — les investissements sur la recherche. »

Pour convaincre Bercy, il considère qu'« il faut mieux valoriser ce que nous faisons ensemble », citant les projets Excellences, les PUI, ou encore les recrutements de **CPI (Chaire de professeur junior)**.

Concernant les agences de programmes et les programmes de recherche à risque, « il y avait peut-être des interrogations côté université sur le risque de conflits d'intérêts des **ONR (Organismes nationaux de recherche)** porteurs de ces outils, nous avons dépassé cela et nous avons des éléments concrets à partager à présent ».

Il faut aussi, selon lui, redire aux nouveaux élus de l'Assemblée nationale que l'emploi scientifique n'est toujours pas stabilisé en France, avec une rémunération inférieure à la moyenne de l'**OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques)**. « Si on est "flat" en 2025, comment financer l'évolution de l'indemnitaire ? »

L'attractivité comme priorité commune (Antoine Petit)

Pour Antoine Petit, le sujet commun doit être l'attractivité, « à tous les niveaux » : étudiants, chercheurs et **E.C. (enseignant(s)-chercheur(s))**, personnels de soutien et de support.

« Pour cela, il nous faut plus de moyens. On nous dit qu'on en aura si on se réforme. Mais ce n'est pas pour nous qu'on a besoin de moyens. Il faut probablement s'améliorer, mais remettons les choses dans l'ordre : la **Dirde (Dépense intérieure en recherche et développement des entreprises)** est la même qu'en 1995 à 2,2 % du PIB (...) C'est ça l'enjeu majeur. Et ce n'est pas qu'un problème d'argent public. Il ne faut pas mettre un coup de frein à LPR, mais l'accélérer. »

« Ne pas avoir de possibilité suffisante d'avoir une vraie politique scientifique est une mauvaise chose, l'augmentation du préciput prévue par la LPR est une façon d'abonder nos budgets, même si ce n'est probablement pas la meilleure, et on peut regretter que la marche pour 2024 n'a pas été respectée. »

« Sachons laver notre linge sale en famille »

L'investissement dans l'ESR « est un enjeu majeur sur lequel il peut y avoir consensus politique. Il faut le défendre collectivement. Je ne dis pas que nous serons entendus, mais cela les obligera à réfléchir un peu, plus que si nous disons que le vrai sujet est la DGG », ajoute-t-il.

« Regardez le classement de Shanghai, nous avons fait des progrès, mettons en avant nos succès. »

« Nous avons des marges de progression internes, mais sachons laver notre linge sale en famille. (...) Il faut arrêter de considérer le **MESR (Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche)** comme le bureau des pleurs, ce n'est pas digne d'établissements qui veulent être autonomes. Ce n'est pas la majorité des universités, mais ce n'est pas non plus quelques-unes. Que la suppression d'une **BAP (Branche d'activité professionnelle)** dans un laboratoire remonte au ministère est surréaliste et cela ne résout rien. »

« Mettons-nous d'accord sur des règles simples »

« Mettons-nous d'accord sur des règles simples. Cela peut être :

- les prélèvements sur contrat sur lesquels nous avons beaucoup avancé,
- les règles de propriété intellectuelle,
- la signature des articles — nous sommes presque au bout du compte, modulo quelques établissements composantes ou écoles locales ayant des revendications délirantes, et c'est à l'université cheffe de file de gérer ces relations.

Généralisons les lettres de mission aux directeurs de laboratoires, les dialogues objectifs-ressources. Ce sont des choses essentielles que nous devons faire entre nous, nous n'avons pas besoin du ministère. »

Il évoque également la possibilité d'avoir des indicateurs de site et non plus par établissement. « Par exemple, un objet de X % d'**ERC (European Research Council)** sur un site serait un vrai progrès et nous obligerait à travailler ensemble, savoir qui gère n'est pas l'important. »

« Nous travaillons bien ensemble globalement, même si tout n'est pas parfait, et nous réussissons le tour de force de faire passer le message contraire à l'extérieur. »

« Des sujets de fond à ne pas éviter » (Bruno Sportisse)

« Il y a à avoir une vision intégrée de la formation, de la recherche et de l'innovation car dans le numérique, cela va tellement vite que la seule chose qui est permanente ce sont les compétences. Cela signifie que les universités jouent un rôle absolument majeur partout dans le monde sur le fait que les pays sont ou pas dans la course au numérique », indique Bruno Sportisse, P-DG d'Inria.

« Il y a des choix transpartisans, quel que soit le politique : renforcer les dynamiques de formation, de recherche et d'innovation, être capable de transfert technologique. Je ne vois pas quelle majorité ou acteur politique ne s'engage pas et n'a pas ça sur son agenda. Nous avons une responsabilité à jouer ces dynamiques collectives. Et pour les rendre opérantes, des dynamiques de transformations sont à l'œuvre qui sont aussi de long terme. Il y a aussi une hétérogénéité des sites à savoir respecter. »

Il met en avant la politique de centres Inria des universités : « Trois ans après, plein de choses se sont débloquentes en termes de capacité de dialogue stratégique, d'évolution de positionnement de notre présence territoriale, de capacité à comprendre les stratégies des universités, d'opérationnalité ».

Il prend pour exemple des dispositifs RH (Ressources humaines) d'attractivité scientifique partagés tels que les recrutements d'IFSP conjoints avec les universités, les dynamiques de transfert. Il évoque aussi à l'échelle nationale la mise en place de l'agence de programmes Numérique avec pour Inria l'enjeu « d'assumer ce rôle au-delà de nos bases territoriales ».

« Ce double mouvement implique de réinterroger nos pratiques et notre positionnement sur tous nos champs. Cela nécessite un terrain de jeu cohérent, avec un arbitre qui est l'État constant dans la durée, qui lève les injonctions contradictoires, qui reste sur des logiques d'impact et pas d'accès au financement, même si le financement est indispensable. »

Compréhension de « l'exigence de l'État sur la nécessité de réforme »

S'il se dit d'accord avec Antoine Petit sur la nécessité de « ne pas trop se regarder le nombril face à un enjeu d'impact collectif », Bruno Sportisse indique comprendre « l'exigence de l'État sur la nécessité de réforme, la réorganisation, la capacité à montrer des gages, de jouer collectif sans faire semblant. Il y a un retour d'expérience et un vécu de l'État.

Il y a des sujets de fond à ne pas éviter sur les positionnements respectifs des acteurs, les implications opérationnelles, les stratégies affichées, avec derrière des choix d'organisation à faire. Il y a des conflits, potentiels ou non, mais normaux.

Dans tout écosystème il y a des acteurs qui n'ont pas nécessairement les mêmes positionnements. Nous devons être capables de les résoudre sans les éluder si le sujet est d'avoir un impact collectif avéré. Ce qui pose des questions sur l'évaluation de ce que font les uns et les autres. »

« Bercy n'est pas l'ennemi »

« En ce qui concerne le domaine du numérique, être capable d'avancer de manière non factice sur de vrais indicateurs d'impact reste un sujet compliqué, nous nous le posons tous les 4-5 ans dans le cadre de notre exercice stratégique. Je ne suis pas capable d'en mettre sur la table.

Bercy n'est pas l'ennemi : le sujet c'est quelle allocation des financements publics pour quelle efficacité et quel impact ? Nous devons avoir des effets de démonstration [de l'intérêt de] l'investissement dans l'ESR à long terme.

Par exemple dans le numérique, si c'est investir pour que des compétences viennent nourrir les Gafam (Google, Amazon, Facebook, Amazon et Microsoft) et BATX (Baidu, Alibaba, Tencent et Xiaomi), je suis du côté de l'État et je me pose des questions. Derrière les indicateurs d'impact, il faut des alignements sur des doctrines de ce qu'on cherche à faire. »

« Nous avons tous le même objectif » (Valérie Verdier)

« Nous avons tous le même objectif, malgré la situation actuelle, sans perspective demain d'un nouveau gouvernement (...) nous devrions peut-être d'ailleurs tous proposer à l'unanimité Antoine Petit comme futur ministre, en tout cas son discours appelle notre attention.

Il faut saluer par ailleurs le travail de notre ministre actuelle démissionnaire pour renforcer la position des universités et ONR français à l'échelle internationale », conclut Valérie Verdier, P-DG de l'IRD.

Pour elle, l'enjeu est, « à travers la réorganisation et la simplification, on peut renforcer l'internationalisation de la recherche que l'IRD porte ».

« Je ne vois pas de conflits potentiels, plutôt beaucoup de synergies »

« Je ne vois pas de conflits potentiels, plutôt beaucoup de synergies », citant l'exemple des consortiums tels Cressica et Resipol « qui rassemblent déjà l'ensemble des ONR sous la houlette de l'université ultramarine et où l'on discute organisation et investissements », ajoute-t-elle.

« Certes, ce n'est pas à travers les contrats de site ou les Comp qu'on pourra financer ce type de synergies, mais autant sur les nôtres que les vôtres, nous avons besoin d'en discuter plus en amont et de nous mettre d'accord sur un certain nombre de priorités. »

